

CONSEIL D'ORIENTATION DES RETRAITES

Séance plénière du 18 mars 2021 à 10h00

« Épargne retraite : que change la loi Pacte ? »

Document N° 10
<i>Document de travail, n'engage pas le Conseil</i>

**Les intentions d'épargne des retraités et des personnes proches
de la retraite pendant le premier confinement**

*Luc Arrondel (PSE-CNRS), Loïc Gautier, Aurélie Lemonnier, Ronan Mahieu et
Laurent Soulat (Caisse des dépôts)
(Synthèse du secrétariat général du Conseil d'Orientation des Retraites)*

Les intentions d'épargne des retraités et des personnes proches de la retraite pendant le premier confinement

La Caisse des Dépôts (CDC), en collaboration avec Luc Arrondel, a réalisé la 6^{ème} vague de l'enquête PATeR durant le 1^{er} confinement de 2020. Cette vague visait à mesurer les attitudes et comportements des Français vis-à-vis de l'épargne, de la retraite et de la perte d'autonomie en 2020.

Ce document présente les premières exploitations de l'enquête. Il se compose de deux notes originales co-rédigées par la Caisse des Dépôts et Luc Arrondel (PSE-CNRS) : une première note concernant les intentions d'épargne induites par le premier confinement de 2020 de l'ensemble des personnes enquêtées et une seconde note, réalisée à la demande du COR, et cherchant à préciser plus spécifiquement les intentions d'épargne des retraités et des personnes proches de la retraite. Ces notes figurent en annexe et sont précédées d'une courte synthèse rédigée par le secrétariat général du COR.

Synthèse

L'une des questions posées dans l'enquête PAT€R (voir la présentation de l'enquête dans l'encadré à la fin de l'annexe 2) permettait de mesurer l'intention d'épargne supplémentaire des ménages¹. La date de retour du questionnaire a permis d'étudier l'évolution des réponses entre le 1^{er} et le 2^{ème} mois de confinement, et donc de capter l'impact de la durée du confinement sur l'intention d'épargne.

Une première exploitation de l'enquête a mis en évidence que près de 24 % des personnes interrogées ont déclaré avoir l'intention d'épargner plus en 2020 qu'en 2019. Près des deux tiers des ménages interrogés anticipent cependant un montant similaire d'épargne en 2020 et 2019 (voir la note jointe en annexe 1²).

L'intention d'accroître son épargne s'est renforcée entre le 1^{er} et le 2^{ème} mois de confinement (21 % puis 27 %). Ce constat est particulièrement vérifié pour les personnes ayant les revenus les plus élevés (plus de 30 000 euros individuels annuels nets), celles vivant en couple avec enfants à charge et les salariés du secteur privé. Pour ces derniers, l'exposition au risque, à niveau de prudence et d'aversion identique, est probablement plus élevée que celle des agents publics (chômage partiel, chômage technique, perte d'emploi), ce qui peut engendrer une intention d'épargne de précaution plus élevée chez eux.

En revanche, les retraités se distinguent par le fait qu'ils sont moins nombreux que les non retraités (personnes en activité, et inactifs non retraités) de 30 ans et plus à déclarer avoir l'intention d'épargner davantage (11 % contre 28 %). Il est également possible de mettre en évidence une relative stabilité de la part de retraités déclarant vouloir davantage épargner entre le 1^{er} et le 2^{ème} mois de confinement au contraire des non retraités de 30 ans et plus pour qui les intentions d'épargne ont progressé de 9 points entre les deux mois de confinement.

À la demande du COR, la CDC a cherché à analyser la spécificité des réponses des retraités au regard de celles des personnes proches de la retraite de 45 ans et plus (actives et inactives). Pour ce faire, les non retraités et les retraités ont été respectivement séparés en deux classes d'âge : les non retraités âgés de 45-54 ans et ceux de 55 ans et plus, l'âge de 55 ans apparaissant comme un âge pivot au regard de la préparation à la retraite ; et les retraités âgés de moins de 75 ans et ceux de plus de 75 ans, cet âge semblant marquer un changement dans les comportements d'épargne et de consommation.

¹ « Et au global en 2020, avez- vous l'intention a) de consommer davantage qu'en 2019, moins qu'en 2019 ou comme en 2019 et b) d'épargner : davantage qu'en 2019, moins qu'en 2019 ou comme en 2019. ».

² La première note est également disponible sur le blog de la Caisse des Dépôts : L. Arrondel, J. Brun, L. Gautier, M. Larguem, A. Lemonnier, R. Mahieu, L. Soulat (2021), Caractérisation des intentions d'épargne induites par le premier confinement : une première exploitation de l'enquête Pater 2020, <https://www.caissedesdepots.fr/blog/article/comportement-depargne-en-periode-de-confinement>.

Les résultats sont détaillés dans la note jointe en annexe 2. Il apparaît que :

- L'intention d'épargner davantage s'est renforcée au cours du confinement pour les personnes proches de la retraite (+ 8 points entre les deux mois du confinement), et est restée stable pour les retraités (-1 point).
- Pour les retraités, au contraire des non retraités, les intentions d'épargner plus ne semblent pas globalement différentes selon le niveau de revenu.
- En revanche, le surplus d'épargne durant le confinement semble pouvoir être attribué pour partie à de la prudence (avoir peur de manquer) pour les retraités comme pour les non retraités (mais de façon moins marquée). Ainsi, les retraités les plus prudents sont deux fois plus nombreux que les autres retraités à déclarer vouloir épargner plus (20 % contre 11 %). Et la hausse des intentions d'épargne entre le 1^{er} et le 2^{ème} mois de confinement est particulièrement marquée pour les retraités de plus de 75 ans ayant peur de manquer (17 % le premier mois et 33 % le second).
- L'incertitude sur les revenus futurs ne semble globalement pas avoir d'effet significatif sur l'intention d'épargner plus (9 % des retraités ressentant une incertitude élevée ont déclaré vouloir épargner plus pendant le confinement contre 12 % de ceux n'en ayant pas), même si pour les retraités identifiés comme ayant la plus forte incertitude, les intentions d'épargne se sont sensiblement renforcées entre le 1^{er} et le 2^{ème} mois de confinement (+7 points entre les deux mois).
- Enfin, le surplus d'épargne durant le confinement a pu résulter d'une réduction forcée de la consommation. Ainsi, les non retraités ayant déclaré une réduction de leur consommation sont quasiment trois fois plus nombreux à déclarer vouloir épargner plus (30 % contre 11 %) ; ce rapport est de 1 à 2 pour les retraités (21 % contre 9 %). Le sens de la causalité entre hausse de l'épargne contrainte et réduction de la consommation est toutefois difficile à identifier.

Annexe 1

Caractérisation des intentions d'épargne induites par le premier confinement : une première exploitation de l'enquête PAT€R 2020

Luc Arrondel (PSE-CNRS), Jérôme Brun (DFE-CDC), Loïc Gautier (DRS-CDC), Makram Larguem (DFE-CDC), Aurélie Lemonnier (DRS-CDC), Ronan Mahieu (DRS-CDC), Laurent Soulat (DRS-CDC)

Caractérisation des intentions d'épargne induites par le premier confinement : une première exploitation de l'enquête PATÉR 2020

Luc Arrondel (PSE-CNRS), Jérôme Brun (DFE-CDC), Loïc Gautier (DRS-CDC), Makram Larguem (DFE-CDC), Aurélie Lemonnier (DRS-CDC), Ronan Mahieu (DRS-CDC), Laurent Soulat (DRS-CDC)

Mots-clés : cohésion sociale, finance, comportements d'épargne, Covid19, préférences, cycle de vie, enquête PATÉR.

Le débat public a mis en avant le supplément d'épargne des ménages français, qu'il ait été « forcé » (notamment sous l'effet de la contraction de la consommation de biens et services) ou généré par un motif de précaution en conséquence de la crise sanitaire persistante. L'Insee estime que le taux d'épargne financière des ménages a atteint un pic à 18,9 % au 2^e trimestre 2020 (à comparer à un niveau de 4,6 % en moyenne de l'année 2019). Dans le même sens, l'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages (réalisée par l'Insee) montre que si les soldes d'opinion sur la capacité d'épargne actuelle (resp. future) ont atteint leur maximum historique en juin (resp. juillet), le solde relatif à l'opportunité d'épargner demeure loin de ses records, suggérant que le surcroît d'épargne serait plutôt subi que choisi³. Sur le blog de la Caisse des dépôts, Yann Tampereau propose le 1^{er} décembre 2020 une synthèse sur le surplus d'épargne des ménages français lié à l'épidémie de Covid19⁴.

Des études sur les personnes qui ont le plus été touchées par le confinement

Plusieurs études ont également été publiées ces derniers mois, cherchant à caractériser la situation financière des ménages suite au confinement à travers les conséquences de ce dernier sur l'évolution des revenus, la situation d'emploi et de travail (temps plein, temps partiel, chômage partiel, chômage technique, télétravail...) et la consommation.

Dans une note du Conseil d'analyse économique d'octobre 2020, des chercheurs⁵ étudient ainsi les évolutions des dépenses de consommation et d'épargne des ménages Français en mobilisant les données quotidiennes des paiements par cartes bancaire sur un échantillon de 300 000 comptes bancaires. Ils évaluent ainsi le surplus d'épargne à au moins 50 milliards d'euros à fin août 2020. A cette date, la reprise de la consommation post-confinement n'avait donc pas complètement compensé la baisse de consommation durant le confinement. Au-delà de cette dynamique globale, les auteurs étudient l'hétérogénéité des situations durant la crise selon les secteurs de consommation et selon les ménages. Ainsi, presque 70 % du supplément d'épargne est imputable aux 20 % des ménages qui consommaient le plus avant l'épidémie (au moins 3 252 euros par mois), lesquels disposent probablement aussi des revenus les plus élevés. A l'inverse, les 20 % de ménages avec le niveau de consommation d'avant Covid19 le plus faible ont désépargné durant la période.

Dans une autre étude publiée en octobre 2020⁶, il ressort que 23 % des ménages interrogés au printemps 2020 via l'enquête Epicov⁷ réalisée par l'Insee et la Drees déclarent que leur situation financière s'est dégradée depuis le début du confinement, tandis que la grande majorité juge leur

³ Pour plus de détails, voir Insee Informations rapides, n°2020-195, 29 juillet 2020, voir également Banque de France, « Evaluation des risques du système financier Français », juin 2020.

⁴ <https://www.caissedesdepots.fr/blog/article/epargne-des-menages-quelle-ampleur-du-choc-covid19>.

⁵ Bounie, D., Y. Camara, E. Fize, J. Galbraith, C. Landais, C. Lavest, T. Pazem et B. Savatier (2020), « Dynamiques de consommation dans la crise : les enseignements en temps réel des données bancaires », *Focus du Conseil d'analyse économique*, n°049-2020, octobre.

⁶ Givord, P. et J. Silhol (2020), « Confinement : des conséquences économiques inégales selon les ménages », *Insee première*, n°1822, 14 octobre 2020.

⁷ L'enquête EpiCov (enquête Epidémiologie et conditions de vie) est le fruit d'une collaboration de la Drees, de l'Inserm, de Santé publique France et de l'Insee dans le contexte de la pandémie de Covid19.

situation financière stable (seuls 2 % estimant qu'elle s'est améliorée). La dégradation de la situation financière est en outre d'autant plus fréquente que les revenus des ménages étaient initialement faibles. Cette situation semble essentiellement imputable à la chute de l'activité économique (un tiers des actifs déclarent avoir subi une perte de revenu). A cet égard, les artisans et les commerçants ont été les plus directement touchés par la chute de l'activité (plus de la moitié d'entre eux ont déclaré une dégradation de leur situation financière). Les ouvriers viennent ensuite comme étant les plus affectés. Les ménages avec enfants sont plus nombreux à déclarer une dégradation de leur situation financière (c'est le cas pour 33 % d'entre eux, contre 18 % des ménages sans enfant). Deux facteurs explicatifs sont avancés : premièrement, la fermeture des établissements scolaires, contraignant les parents à restreindre leur temps de travail et se traduisant par des pertes de revenu liées aux modes d'indemnisation ; deuxièmement, la fermeture des cantines scolaires entraînant des frais non couverts par de potentielles subventions liées aux tarifs sociaux. Concernant les conséquences identifiées sur la catégorie sociale, les ouvriers ont plus été touchés par le chômage partiel ou technique que les cadres qui pouvaient plus facilement recourir au travail à distance. En termes d'âge, les plus jeunes sont plus exposés aux pertes d'emploi dans la mesure où ils occupent plus fréquemment des emplois temporaires.

La vague 2020 de l'enquête PATÉR : des Français interrogés pendant le confinement

Sans entrer dans le débat du montant d'épargne supplémentaire induit, variant selon les mesures proposées et les méthodologies mobilisées, nous cherchons plutôt ici à regarder quelles sont les caractéristiques des ménages qui anticipent davantage épargner. Pour cela, nous mobilisons la dernière vague de l'enquête PATÉR, celle de 2020⁸.

Les vagues précédentes de l'enquête PATÉR ont déjà été mobilisées de nombreuses fois par le passé pour analyser les comportements des épargnants et les hétérogénéités entre ces épargnants. Elles ont également été mobilisées pour caractériser les attitudes des Français face au système de retraite et à ses évolutions, ainsi que sur les anticipations de pension. Elles ont fourni des résultats sur le vieillissement et les attitudes face au risque de perte d'autonomie. La vague 2020 a été réalisée par voie postale par Kantar entre le 19 mars et le 8 juin 2020 auprès de 3 183 personnes de 18 ans et plus représentatives de la population française. Elle interroge sur les attentes et les préférences des Français en matière d'épargne et de patrimoine, mais également en matière de vieillissement et de retraite.

Seulement 2 % des questionnaires ont été réceptionnés après le 11 mai, date du déconfinement. On peut donc considérer que les personnes ont été interrogées durant le confinement. Même si la distribution du courrier a pu être perturbée pendant cette période, il est possible de distinguer deux périodes grâce à la date de retour du questionnaire : les retours au cours du premier mois de confinement (du 19 mars au 15 avril, soit 56 % des répondants), et ceux reçus après (du 16 avril au 8 juin, soit 44 % des répondants). En comparant les réponses entre la première et la seconde période, nous pouvons analyser comment ont évolué au cours du confinement les intentions d'épargner des personnes interrogées. Les différences éventuelles entre les deux périodes peuvent au demeurant être interprétées de manière diverse : les intentions d'épargner peuvent évoluer entre la première et la seconde période aussi bien parce que les personnes interrogées réaliseraient avec la prolongation du

⁸ L'enquête PATÉR (Patrimoine et préférences vis-à-vis du temps et du risque) porte sur les comportements d'épargne des Français en tenant compte de leurs préférences, notamment à l'égard du risque (aversion pour le risque) et du temps (impatience). Elle compte 6 vagues (2007, 2009, 2011, 2012, 2014 et 2020), pour partie en panel (presque 800 individus communs entre les vagues 2012 et 2020 et 900 individus communs aux vagues 2011, 2014 et 2020). La vague 2020 est le fruit d'une collaboration entre le responsable de l'enquête PATÉR, Luc Arrondel (PSE-CNRS), et les services d'études et statistiques de deux directions de la Caisse des Dépôts, la direction des fonds d'épargne et la direction des retraites et de la solidarité.

confinement que la crise sanitaire va avoir des conséquences économiques et sociales durables, que parce qu'elles anticiperaient de modifier leur comportement d'épargne lors de la levée du confinement annoncée pour le 11 mai. Nous faisons toutefois l'hypothèse que le premier effet devrait être prépondérant, et que les évolutions entre les deux périodes traduisent surtout l'effet propre du confinement sur les intentions d'épargner.

Deux questions posées sont d'intérêt pour mesurer l'effet du confinement, au regard de l'intention d'épargne supplémentaire des ménages :

- la question d'intention de consommer ou d'épargner davantage : « Et au global en 2020, avez-vous l'intention a) de consommer davantage qu'en 2019, moins qu'en 2019 ou comme en 2019 et b) d'épargner : davantage qu'en 2019, moins qu'en 2019 ou comme en 2019. » ;
- la question de l'intensité d'intention de consommer ou d'épargner davantage : « Toujours en 2020, veuillez indiquer ci-dessous dans quelle mesure vous pensez modifier vos comportements a) de consommation : augmenter de plus de 25%, augmenter de 10 à 25%, augmenter de moins de 10%, diminuer de moins de 10%, diminuer de 10 à 25%, et diminuer de plus de 25% ; et b) d'épargne : augmenter de plus de 25%, augmenter de 10 à 25%, augmenter de moins de 10%, diminuer de moins de 10%, diminuer de 10 à 25%, et diminuer de plus de 25%.

Des questions supplémentaires permettent d'affiner l'analyse pour caractériser les ménages selon leurs réponses aux deux questions précédentes, en fonction :

- de l'âge ;
- de la configuration familiale ;
- du statut d'activité et d'inactivité : actif, inactif en âge de travailler... ;
- du statut d'emploi : privé, public, indépendant, sans emploi ;
- du niveau de revenu et du niveau de patrimoine...

Dans la suite, les caractéristiques des personnes ayant l'intention d'épargner davantage et celles ayant rencontré de plus grandes difficultés durant le confinement sont illustrées à l'aide de graphiques. Toutefois, les résultats présentés ont été testés économétriquement (à l'aide de modèles logit) pour s'assurer que les résultats demeurent valides lorsque l'on raisonne toutes choses égales par ailleurs (c'est-à-dire en contrôlant des différences de structure entre les répondants).

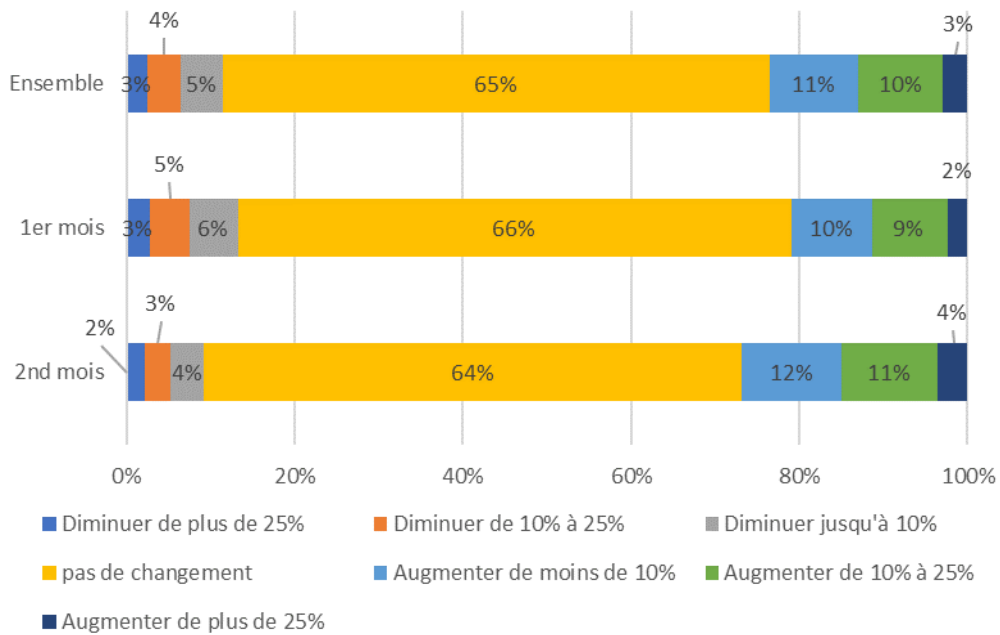
Le prolongement du confinement aurait un impact globalement haussier sur l'intention d'épargne

23,6 % des personnes interrogées déclarent avoir l'intention d'épargner plus en 2020 par rapport à 2019 (graphique 1). La durée du confinement tend à accroître cette intention d'épargner davantage entre les deux mois d'observation : ils sont 20,9 % à avoir l'intention d'épargner davantage parmi les répondants du premier mois et 26,9 % lors du second mois.

A l'inverse, 11,5 % des personnes interrogées signalent leur intention de moins épargner en 2020 qu'en 2019. Le confinement tend à diminuer cette proportion, qui passe de 13,4% le premier mois à 9,2 % le second mois.

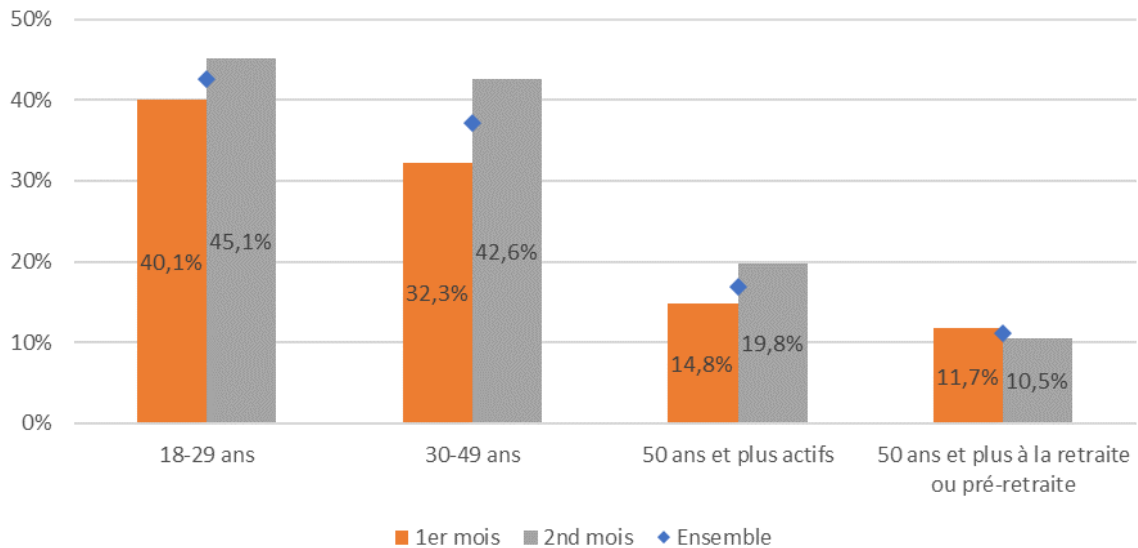
Le même constat transparaît lorsque l'on analyse l'évolution au cours du confinement de l'intensité de l'intention d'épargner : les proportions de ménages déclarant une intention de surcroît d'épargne entre 0 et 10 % (resp. de 10 à 25 %, de plus de 25 %) sont plus élevées au cours du second mois que du premier mois. Inversement, la part des personnes déclarant désépargner diminue pour tous les niveaux de désépargne (moins de 10 %, entre 10 et 25 % et plus de 25 %). La part des personnes répondant épargner de manière identique diminue également. Dans la suite de cette note, nous cherchons plus particulièrement à caractériser les catégories d'individus dont l'intention d'épargner évolue à la hausse avec le prolongement du confinement.

Graphique 1. Intentions d'évolution de l'épargne entre 2019 et 2020, selon le mois d'interrogation



Source : PATÉR 2020.

Graphique 2. Part des personnes interrogées indiquant avoir l'intention d'augmenter leur épargne en 2020 par rapport à 2019 par tranche d'âge



Source : PATÉR 2020.

La durée du confinement joue à la hausse sur l'intention d'épargne des moins de 50 ans

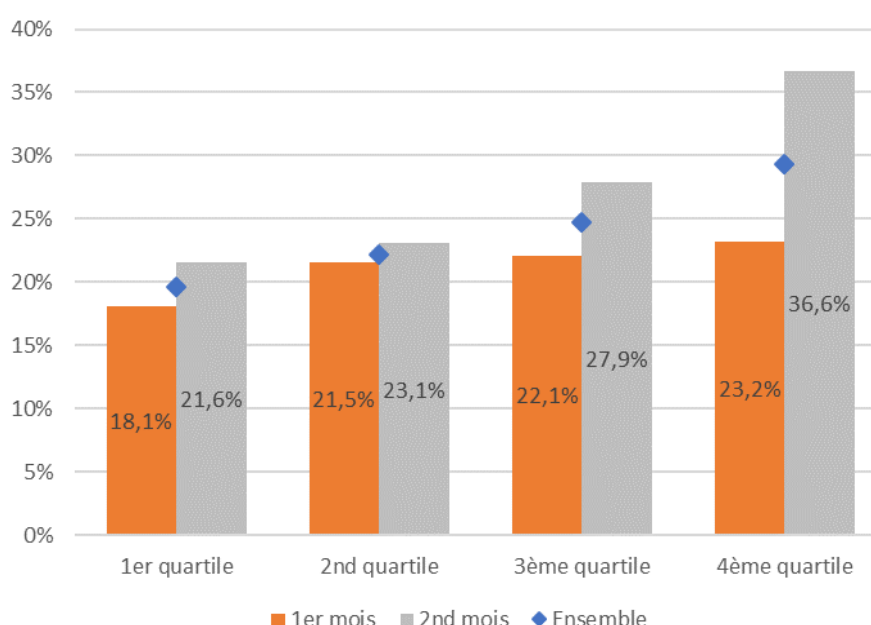
Si l'on s'attarde sur l'évolution des réponses avec le prolongement du confinement, on constate une hausse entre le 1^{er} et le 2nd mois de la proportion d'individus ayant l'intention d'épargner davantage en 2020 qu'en 2019 chez les personnes en âge de travailler (graphique 2), mais ce résultat n'est statistiquement significatif que pour les deux classes d'âges les plus jeunes (moins de 50 ans). La hausse

est la plus marquée pour les 30-49 ans. Pour les retraités la proportion de répondants ayant l'intention d'épargner davantage diminue très légèrement au cours du confinement.

A autres caractéristiques identiques, ce sont surtout les 25 % de revenus les plus élevés qui ont l'intention d'épargner plus avec le confinement

Mesurée sur l'ensemble de la période de confinement, l'intention d'épargner davantage en 2020 qu'en 2019 augmente avec le niveau de revenu (graphique 3) : 29,4 % parmi les 25 % de revenus les plus élevés (au moins 30 000 euros de revenu annuel), contre 19,6 % parmi les 25 % de revenus les plus faibles (moins de 12 000 euros de revenu annuel). Toutefois, la variabilité avec le niveau de revenu est beaucoup plus marquée lors du 2^e mois de confinement. Ainsi, alors que seulement 23,2 % des personnes ayant un revenu élevé interrogées au cours du premier mois ont l'intention d'épargner davantage en 2020, cette proportion bondit à 36,6 % au cours du second mois. A l'inverse, les intentions d'épargner ne sont pas significativement différentes entre le 1^{er} et le 2nd mois pour les personnes des deux quartiles inférieurs.

Graphique 3. Part des personnes interrogées indiquant avoir l'intention d'augmenter leur épargne en 2020 par rapport à 2019 par quartile de revenu



Source : PATÉR 2020.

Si l'on regarde l'intensité du niveau d'épargne supplémentaire, les revenus les plus élevés sont proportionnellement plus nombreux à répondre avoir un surplus d'épargne supérieur à 10 % alors que les personnes ayant un revenu appartenant au troisième quartile sont proportionnellement plus nombreux à répondre avoir un surplus de moins de 10 %.

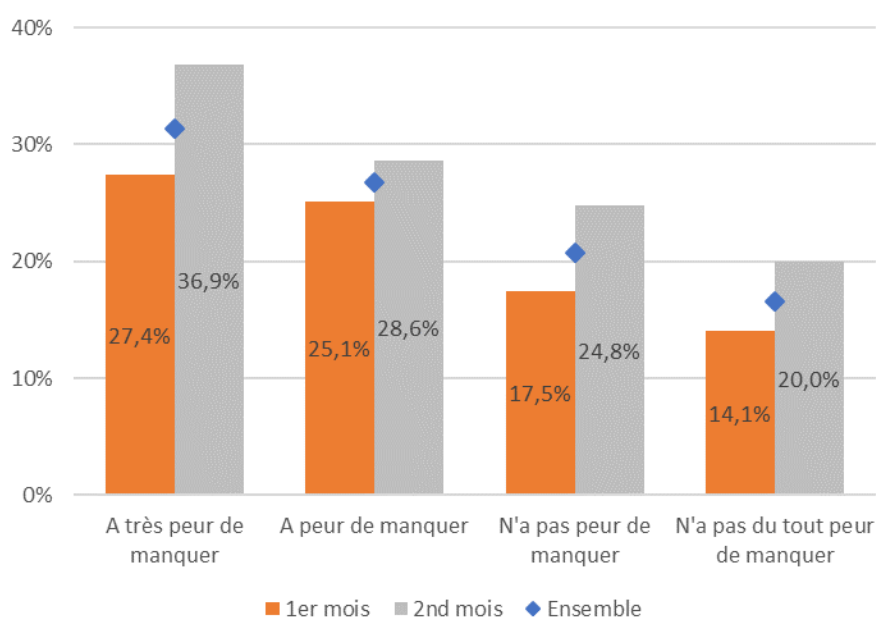
Les personnes qui ont le plus peur de manquer révisent davantage à la hausse leur intention d'épargne avec le prolongement du confinement

Le niveau d'aversion pour le risque ne semble pas avoir d'effet sur un surplus d'épargne avec le confinement⁹. On peut en effet imaginer que la préférence à l'égard du risque joue plutôt sur la structure

⁹ Des questions posées dans l'enquête nous permettent de contrôler de l'aversion pour le risque, de la préférence pour le présent et de la prudence. Une personne est considérée comme ayant peur de manquer si elle a répondu « Oui, tout à fait » ou « Oui, plutôt » à la question F25 « Etes-vous plutôt du genre à avoir peur de manquer dans l'avenir ? ».

de l'épargne (choix des produits plus ou moins risqués) que sur le montant supplémentaire d'épargne. La préférence pour le présent (l'impatience de long terme) n'a pas d'effet significatif sur le surplus d'épargne durant le confinement. Si l'on compare les deux mois de confinement, les personnes avec une faible préférence pour le présent (par rapport à celles qui ont une forte ou très forte préférence pour le présent) ne sont que marginalement plus nombreuses, avec le prolongement du confinement, à déclarer avoir l'intention d'épargner davantage en 2020 qu'en 2019. En revanche, la peur de manquer semble très discriminante : la part des individus qui déclarent avoir l'intention d'épargner plus en 2020 qu'en 2019 bondit de presque 10 points entre le premier et le second mois de confinement chez les personnes qui ont le plus peur de manquer (graphique 4).

Graphique 4. Part des personnes interrogées indiquant avoir l'intention d'augmenter leur épargne en 2020 par rapport à 2019 selon la peur de manquer



Source : PATÉR 2020.

Avec le prolongement du confinement, les salariés du privé et les fonctionnaires révisent significativement à la hausse leurs intentions d'épargne

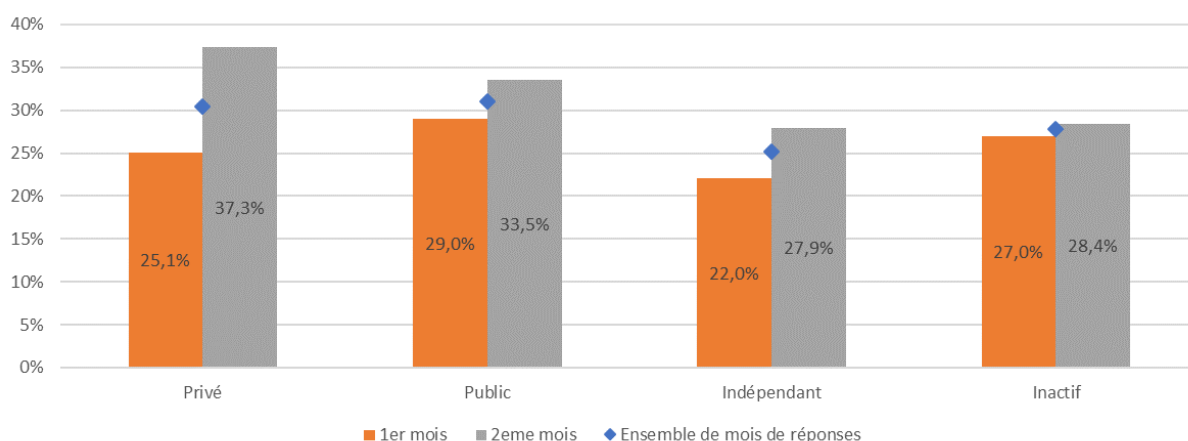
Globalement parmi les personnes non retraitées (personnes de 18 ans et plus en activité ou sans emploi, comprenant les chômeurs, déclarant ne pas être retraitées), les agents publics et les salariés du privé sont proportionnellement plus nombreux à déclarer avoir l'intention d'épargner plus en 2020 (graphique 5) que les indépendants et les personnes sans emploi (comprenant les inactifs et les chômeurs). En outre, ce sont surtout les salariés du privé qui semblent avoir le plus modifié à la hausse leurs comportements d'épargne supplémentaire sous l'effet prolongé du confinement : ils sont 25,1 % à vouloir épargner plus au cours du premier mois et 37,3 % au cours du second mois alors que l'augmentation de cette proportion n'est que de 4,5 points pour les agents publics et de 5,9 points pour les indépendants. Le surplus d'épargne conjugue probablement de l'épargne forcée et de l'épargne de précaution. En effet, à niveau de prudence et d'aversion identique¹⁰, l'exposition au risque des salariés du privé est probablement plus élevée que celle des agents publics (chômage partiel, chômage

¹⁰ La part des personnes ayant peur de manquer est relativement voisine chez les salariés du privé et chez les agents publics, autour de 50 %. Elle s'est légèrement accrue pour les privés entre le premier et le second mois, passant de 48,2 à 50,8 %, alors qu'elle a eu tendance à légèrement diminuer pour les agents publics, de 48,5 % à 46,4 %.

technique, perte d'emploi), ce qui peut engendrer une intention d'épargne de précaution plus élevée chez les salariés du privé¹¹.

Les indépendants et les personnes sans emplois présentent toutefois des profils spécifiques : par exemple, par rapport à l'ensemble des non retraités de 18 ans et plus, les indépendants sont relativement plus nombreux dans les deux premiers quartiles de revenus, sont relativement plus âgés... A caractéristiques identiques, les catégories des indépendants et des inactifs ont eu moins tendance que les agents publics à afficher une intention d'épargne plus élevée à mesure que le confinement se prolongeait. En outre, les indépendants ont probablement été touchés par le confinement dès le premier mois, entraînant une perception plus immédiate de leur situation, contrairement aux salariés qui ont pu avoir une perception progressive de la situation. Ils ont probablement subi des pertes de revenu plus marquées que les salariés du privé et les fonctionnaires lors du confinement, ce qui réduit leur capacité à accroître leur épargne.

Graphique 5. Part des personnes interrogées indiquant avoir l'intention d'augmenter leur épargne en 2020 par rapport à 2019 par statut professionnel



Source : PATÉR 2020 – Champ : personnes de 18 ans et plus non retraitées

Une intention d'épargner chez les personnes avec enfants à charge en nette augmentation à mesure que le confinement se prolonge

En restreignant l'analyse aux seules personnes en activité ou en âge de l'être (les 18 ans et plus non retraités), on constate que si les personnes seules ne se distinguent guère de celles en couple lors du premier mois de confinement, les choses changent lors du second mois. Avec le prolongement du confinement, l'intention d'épargner augmente nettement plus chez les personnes en couple que chez les personnes seules (graphique 6.a).

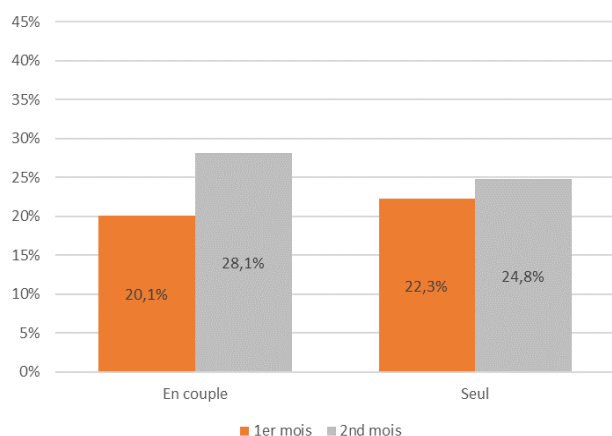
Le fait d'avoir des enfants semble également peser : non seulement les personnes avec enfants tendent à davantage anticiper d'épargner plus que les personnes sans enfants, mais l'écart entre ces deux catégories s'accroît lors du second mois de confinement (graphique 6.b). Ce résultat est encore plus marqué si l'on se restreint aux seules personnes interrogées âgées de 30 à 49 ans, davantage susceptibles d'avoir des enfants à charge. Il est probable que les personnes ayant des enfants à charge dégagent structurellement une plus grande épargne de précaution, afin d'être certaines d'être en mesure de faire face à leurs besoins. Par ailleurs, lors de la crise sanitaire, les personnes avec enfants à charge ont dû plus souvent interrompre leur activité professionnelle pour garder leurs enfants qui

¹¹ Pour plus de détails, voir Arrondel, L., A. Masson et D. Verger (2005), « Préférences face au risque et à l'avenir », *Revue économique*, 2005/2 (vol. 56), pp. 393-416.

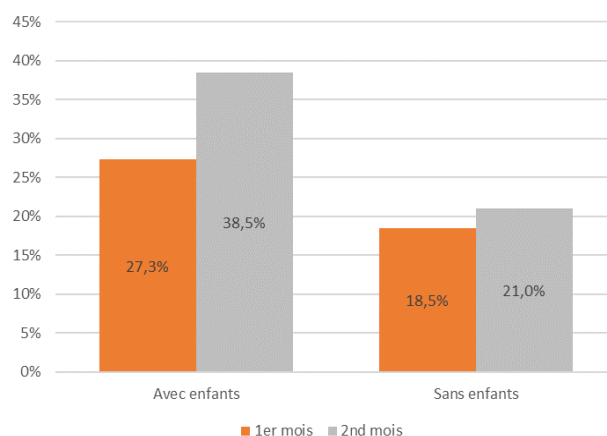
n'étaient plus accueillis dans les crèches et écoles, ce qui a pu les faire basculer dans des régimes d'indemnisation (notamment le chômage partiel, qui a succédé début mai aux indemnités journalières de la sécurité sociale) induisant une perte de revenu. Aussi, à niveau de prudence, d'aversion pour le risque et d'impatience identiques, ces personnes ont pu être conduites à davantage souhaiter épargner pour motif de précaution pendant le second mois de confinement.

Graphique 6. Part des personnes interrogées indiquant avoir l'intention d'augmenter leur épargne en 2020 par rapport à 2019 par situation familiale

6.a. Seul ou en couple



6.b. Avec ou sans enfants



Source : PATÉR 2020 – Champ : personnes de 18 ans et plus non retraitées.

Conclusion

Le confinement conduit les Français à davantage épargner même si près des deux tiers d'entre eux anticipent un montant similaire d'épargne en 2019 et en 2020. L'exploitation de l'enquête PATÉR permet toutefois d'affiner le diagnostic, en pointant les catégories des personnes qui revoient le plus fréquemment à la hausse leur intention d'épargne au cours du confinement : il s'agit principalement des personnes avec un plus fort niveau de revenu (un revenu individuel annuel déclaré dans l'enquête d'au moins 30 000 euros), vivant en couple avec enfants à charge, plutôt salariées du secteur privé.

Au-delà de ces quelques résultats saillants, la vague 2020 de PATÉR vient compléter les enquêtes précédentes et contribuera à éclairer de nouveau le débat sur les évolutions en matière d'épargne, de patrimoine, de retraite et de vieillissement. Elle permettra ainsi de mieux éclairer les prises de décisions publiques.

Annexe 2

**Complément à la note sur les comportements d'épargne des Français
durant le confinement : un focus sur les retraités et les non retraités**
*Luc Arrondel (PSE-CNRS), Loïc Gautier (CDC), Aurélie Lemonnier (CDC),
Ronan Mahieu (CDC) et Laurent Soulat (CDC)*
Mars 2021

Complément à la note sur les comportements d'épargne des Français durant le confinement : un focus sur les retraités et les non retraités

Luc Arrondel (PSE-CNRS), Loïc Gautier (CDC), Aurélie Lemonnier (CDC), Ronan Mahieu (CDC) et Laurent Soulat (CDC)

Mars 2021

Dans une première note publiée par la CDC¹², nous cherchions à caractériser les individus ayant eu l'intention d'épargner davantage sous l'effet du confinement en termes d'âge, de niveau de revenu, de préférences (aversion pour le risque, imprévoyance et peur de manquer) et de situation familiale en mobilisant la vague 2020 de l'enquête Pater (pour plus de détails sur l'enquête Pater 2020, voir l'encadré). La vague 2020 de l'enquête a quasi-intégralement été réalisée durant le confinement : seulement 2 % des questionnaires ont été réceptionnés après le 11 mai, date du déconfinement.

Pour cela, nous avons exploité les réponses à une question sur l'intention des personnes interrogées d'épargner davantage en 2020 qu'en 2019. On peut imaginer que ces intentions d'épargner davantage puissent être un effet direct de la crise de la covid et du confinement, qu'il s'agisse d'épargne contrainte ou d'épargne de précaution. Dans ce sens, la hausse de l'intention d'épargner entre 2019 et 2020 pour des catégories de personnes interrogées pourrait être la conséquence de la crise sanitaire. Toutefois, d'autres motivations peuvent venir expliquer une intention d'épargner davantage, comme le fait de considérer ne pas avoir assez épargné par le passé, ou d'être dans une période de vie où la capacité d'épargne augmente avec les années.

Dans la note initiale, nous avons donc plutôt porté notre attention sur une mesure indirecte (ou en différence) de l'effet du confinement sur l'intention d'épargner plus : en comparant les intentions d'épargner davantage selon la date de retour du questionnaire : entre le 19 mars et le 15 avril (1^{er} mois, 56 % des répondants), ou bien entre le 16 avril au 8 juin (2nd mois, 44 % des répondants. On notera que seulement 2 % des questionnaires ont été reçus après la fin du confinement le 11 mai). Une hausse de la proportion de répondants souhaitant épargner davantage le second mois par rapport au premier est ainsi considérée comme la conséquence du prolongement du confinement sur les comportements d'épargne des ménages. Les différences éventuelles entre les deux mois peuvent au demeurant être interprétées de manière diverse : les intentions d'épargner peuvent évoluer entre la première et la seconde période aussi bien parce que les personnes interrogées réaliseraient avec la prolongation du confinement que la crise sanitaire va avoir des conséquences économiques et sociales durables, que parce qu'elles anticiperaient de modifier leur comportement d'épargne lors de la levée du confinement annoncée pour le 11 mai. Nous faisons toutefois l'hypothèse que le premier effet devrait être prépondérant, et que les évolutions entre les deux mois traduisent surtout l'effet propre du confinement sur les intentions d'épargner.

Dans la présente note, complémentaire à la première, nous nous intéressons plus précisément à l'intention d'épargner davantage pendant le confinement au regard de la situation par rapport à la retraite (retraités comparés aux non retraités de 45 ans et plus en activité ou inactifs) et en tenant compte de la dimension âge (non retraités de 45-54 ans, non retraités de 55 ans et plus, retraités de moins de 75 ans et retraités de 75 ans et plus). Cette prise en compte de tranches d'âges fines dans les croisements visant à caractériser les personnes ayant eu l'intention d'épargner davantage conduit à des groupes de population parfois de petite taille ou avec des caractéristiques plus tranchées. C'est le cas

¹² L. Arrondel, J. Brun, L. Gautier, M. Larguem, A. Lemonnier, R. Mahieu, L. Soulat (2021), Caractérisation des intentions d'épargne induites par le premier confinement : une première exploitation de l'enquête Pater 2020, *Blog de la Caisse des Dépôts*, <https://www.caissedesdepots.fr/blog/article/comportement-depargne-en-periode-de-confinement>.

par exemple des personnes interrogées de 75 ans et plus, qui comptent relativement plus d'hommes que l'ensemble de la population interrogée ; on note également une surreprésentation d'individus dans le 2nd quartile de revenu, ou encore une proportion légèrement moins importante de personnes averses au risque chez les 75 ans et plus (tableau 1).

Dans la suite, nous continuons de privilégier la mesure indirecte en comparant la proportion de personnes souhaitant épargner plus le second mois du confinement par rapport au premier comme la conséquence du confinement sur l'intention d'épargner. Ces proportions sont mesurées en nombres de personnes interrogées sans redressement et sont présentées sous forme graphique. Toutefois, les résultats sont contrôlés économétriquement pour réduire les risques d'effets de structure présents dans des statistiques descriptives à plat et ceux présentés sont statistiquement significatifs. Il n'en demeure pas moins que pour certaines spécifications ou croisements, la rareté du nombre d'individus peut conduire à des résultats inexploitable. Par conséquent, les croisements détaillés par mois de confinement pour les retraités de 75 ans et plus ne seront pas toujours présentés par la suite. Toutefois, pour chaque croisement, l'effet direct possible du confinement sur l'intention d'épargner plus est précisé.

Tableau 1. Caractéristiques des répondants par classe d'âge

	45-54 ans	55 ans et + actifs	Retraités moins 75 ans	Retraités 75 ans et +	Total 45 ans et +	Total répondants 2020
Nombre de répondants	511	617	702	390	2 220	3 183
Nombre de répondants intention épargne 2020	483	570	661	349	2 063	2 980
Part de femme	0,53	0,58	0,50	0,48	0,53	0,52
1 ^{er} quartile de revenus	0,18	0,28	0,19	0,23	0,22	0,24
2 ^{ème} quartile de revenus	0,21	0,26	0,36	0,34	0,29	0,28
3 ^{ème} quartile de revenus	0,32	0,26	0,30	0,28	0,29	0,28
4 ^{ème} quartile de revenus	0,29	0,20	0,15	0,15	0,20	0,20
En couple	0,62	0,58	0,65	0,57	0,61	0,61
Propension au risque	0,15	0,14	0,12	0,16	0,14	0,16

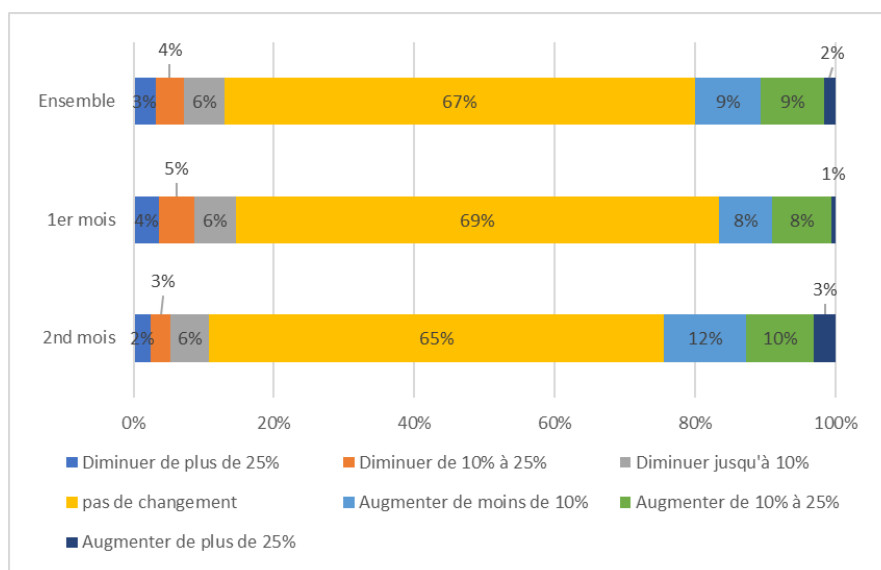
Source : Pater 2020.

L'évolution de l'intention d'épargne entre 2019 et 2020

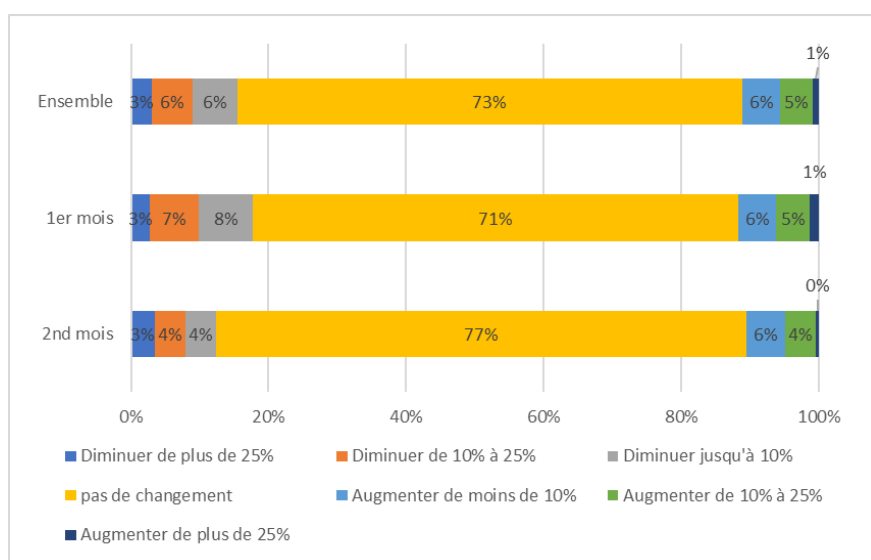
La part des personnes déclarant avoir l'intention d'épargner plus en 2020 qu'en 2019 est plus importante parmi les personnes non retraitées de 45 ans et plus (20 %) que parmi les retraités (12 %) (graphique 1).

Graphique 1. Intentions d'évolution de l'épargne entre 2019 et 2020, selon le mois d'interrogation

1a. Non retraités de 45 ans et plus



1b. Retraités



Source : Pater 2020.

Intention d'épargner plus avec le confinement par âge

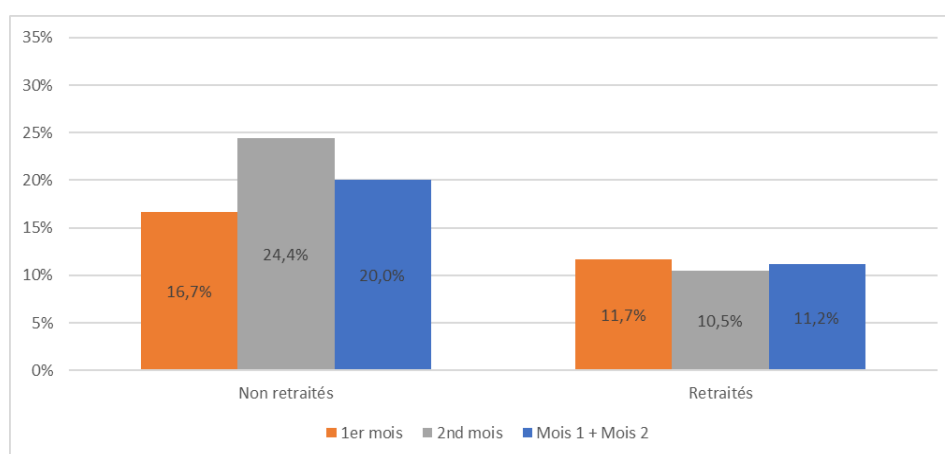
Dans l'ensemble, 14,2 % des personnes de 45 ans et plus interrogées le premier mois du confinement, retraitées ou non retraitées, déclarent avoir l'intention d'épargner plus en 2020 qu'en 2019, contre 17,7 % parmi les personnes interrogées le second mois. Cette hausse globale de l'intention d'épargner plus avec l'allongement du confinement cache néanmoins des disparités selon les âges et les caractéristiques des ménages. Pour les personnes non retraitées de 45 ans et plus, la part des personnes ayant l'intention d'épargner plus entre le premier et le second mois du confinement passe de 16,7 % à 24,4 % (graphique 2a), alors qu'elle diminue légèrement pour l'ensemble des retraités (11,7 % à 10,5 %).

Ainsi, le confinement ne semble pas avoir conduit les retraités dans leur ensemble à davantage avoir l'intention d'épargner plus (pas de différence significative entre les 2 mois), ce qui se vérifie également

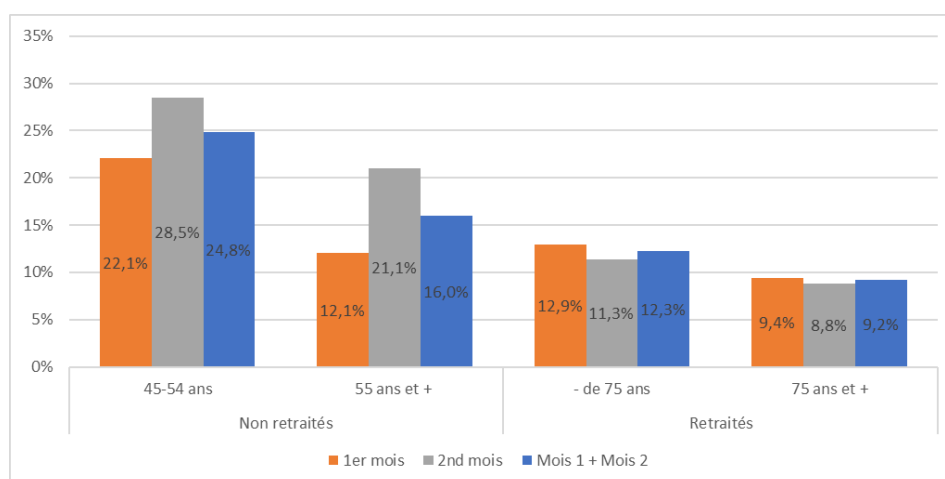
pour les seuls retraités de chacune des 2 classes d'âges retenues (moins de 75 ans et 75 ans et +). Par contre, les actifs ont eu tendance à avoir l'intention d'épargner plus avec le confinement (on retrouve un résultat déjà établi dans la première note mais pour des classes d'âge plus larges). Si dans l'absolu, l'intention d'épargner est plus importante sur l'ensemble de la période pour les 45-54 ans, la hausse de l'intention d'épargner plus avec le prolongement du confinement est plus marquée pour les personnes plus proches de la retraite, c'est-à-dire pour les 55 ans et plus en activité (+9,0 points pour les 55 ans et plus contre +6,4 points pour les 45-54 ans).

Graphique 2. Part des personnes interrogées de 45 ans et plus indiquant avoir l'intention d'augmenter leur épargne en 2020 par rapport à 2019 par âge et mois de confinement

2.a. Retraités vs non retraités de 45 ans et plus



2.b. Détail par âge



Source : Pater 2020.

Périmètre : personnes de 45 ans et plus retraitées et non retraitées.

Lecture 2.a. : 16,7 % des personnes non retraitées de 45 ans et plus interrogées au cours du premier mois de confinement déclarent avoir l'intention d'épargner plus en 2020 qu'en 2019 contre 24,4 % lors du second mois de confinement.

Lecture 2.b. : 22,1 % des personnes de 45 à 54 ans interrogées au cours du premier mois de confinement déclarent avoir l'intention d'épargner plus en 2020 qu'en 2019 contre 28,5 % pour celles interrogées lors du second mois de confinement.

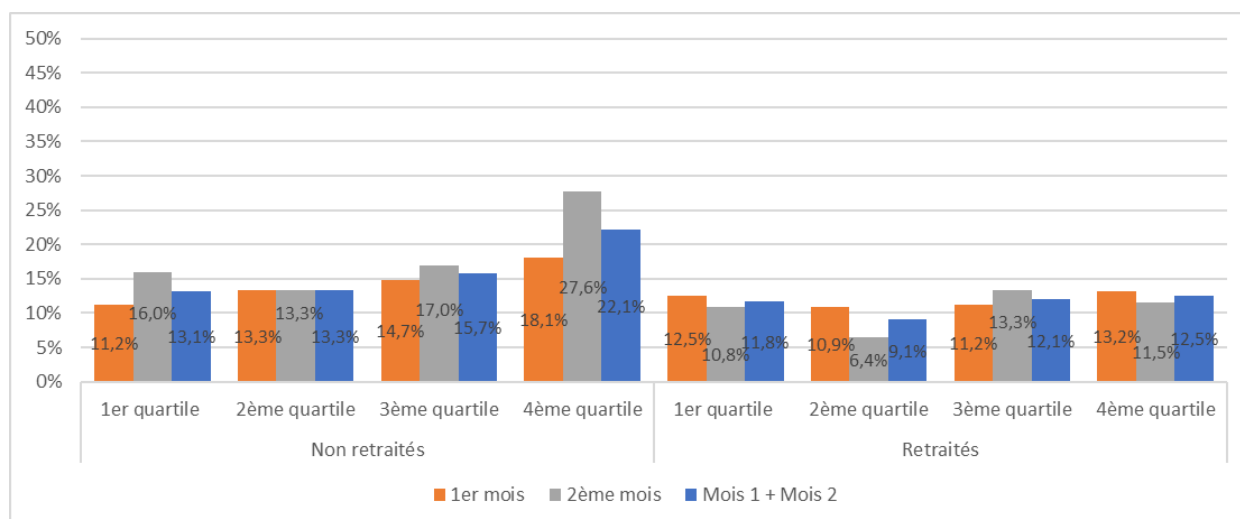
Intention d'épargner plus avec le confinement par tranche de revenu

A caractéristiques égales, l'intention d'épargner davantage apparaît plus marquée pour les personnes non retraitées percevant un revenu élevé (4^e quartile) avec 21 % des personnes interrogées qui ont l'intention d'épargner davantage contre 13 à 16 % des non retraités percevant un revenu inférieur (graphique 3.a.). Il ne semble pas y avoir de différence significative du niveau de revenu sur l'intention d'épargner davantage pour les retraités.

L'effet de la durée du confinement sur la hausse de l'intention d'épargner davantage (évolution entre les 2 mois de la mesure indirecte) semble surtout présent pour les 45-54 ans (graphique 3.b.) percevant un revenu élevé (4^e quartile). A contrario, pour les retraités de moins de 75 ans, il s'agit surtout d'une forte baisse de l'intention d'épargner plus pour le 1^{er} quartile de revenu.

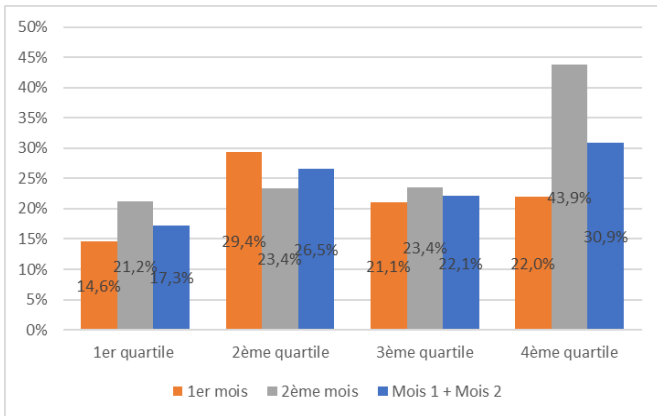
Graphique 3. Part des personnes interrogées de 45 ans et plus indiquant avoir l'intention d'augmenter leur épargne en 2020 par rapport à 2019 par quartile de revenu et âge

3.a. Retraités vs non retraités

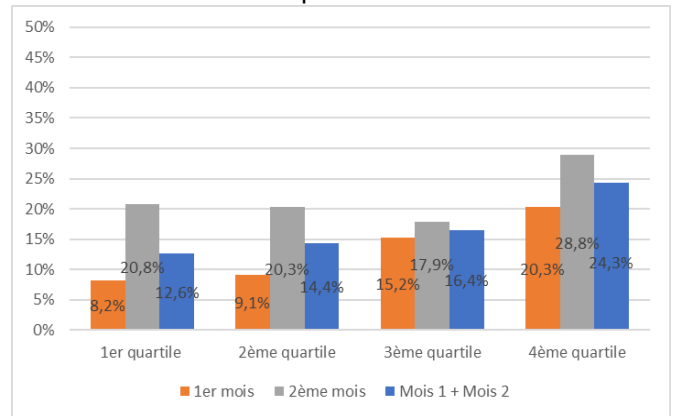


3.b. Détail par classe d'âge

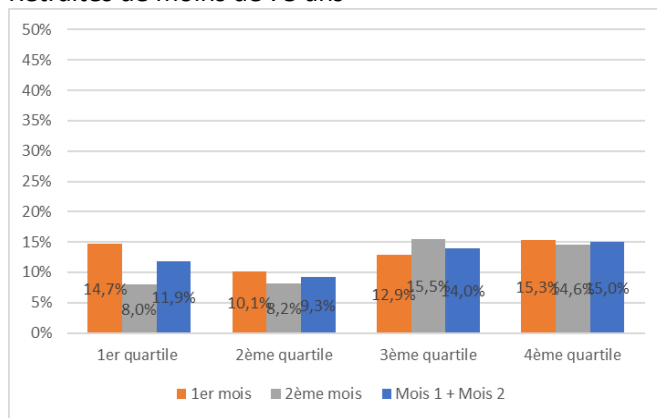
Non retraités - 45-54 ans



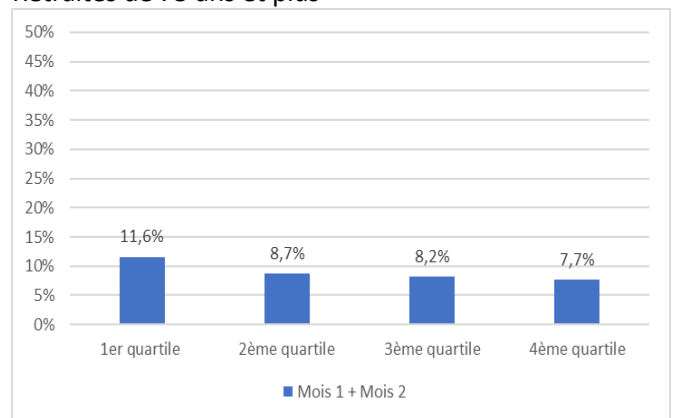
Non retraités - 55 ans et plus



Retraités de moins de 75 ans



Retraités de 75 ans et plus



Source : Pater 2020.

Périmètre : personnes de 45 ans et plus retraitées et non retraitées par tranche d'âge et quartile de revenu.

Note : le revenu est le revenu annuel individuel net, donc le revenu déduit des prélèvements à la source. Les revenus inférieurs à 12 000 euros annuels appartiennent au premier quartile, les revenus compris entre 12 000 et 20 000 euros sont dans le deuxième quartile, les revenus compris entre 20 000 et 30 000 euros sont dans le troisième quartile et les revenus de 30 000 euros et plus sont dans le quatrième quartile.

Lecture : 14,6 % des 45 à 54 ans interrogées au cours du premier mois de confinement et dont le revenu net annuel appartient au premier quartile de revenus déclarent avoir l'intention d'épargner plus en 2020 qu'en 2019. Ce chiffre monte à 21,2 % chez les personnes interrogées lors du second mois de confinement.

Intention d'épargner plus avec le confinement selon les préférences

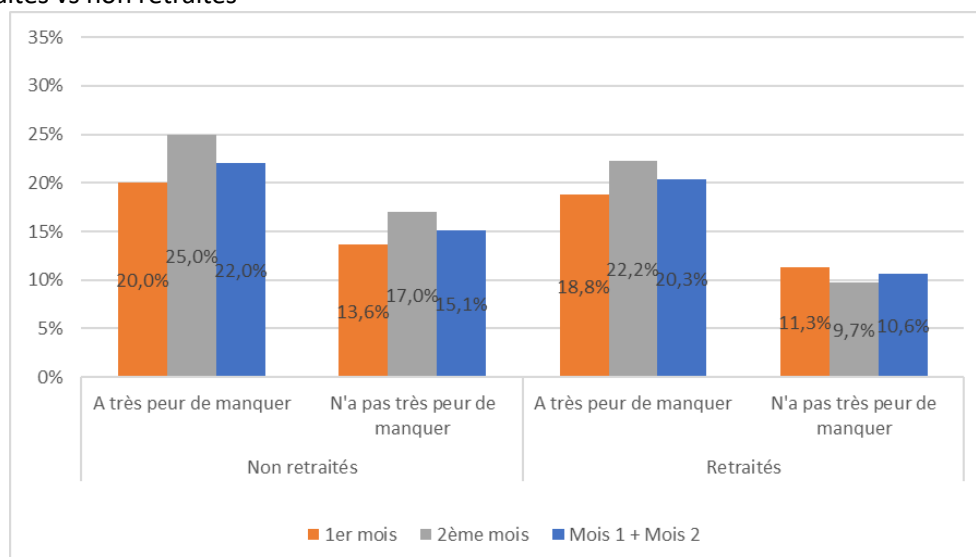
La peur de manquer (graphiques 4) a des effets différents selon les âges et le moment du confinement. Les personnes ayant très peur de manquer (i.e. les personnes les plus prudentes) ont globalement une intention d'épargner davantage plus importante que les autres, que ce soit parmi les actifs comme parmi les retraités. Parmi les non retraités, 9 % des personnes ont très peur de manquer et elles sont 5,8 % parmi les retraités. Toutefois, l'écart entre la part des personnes qui ont l'intention d'épargner davantage parmi celles qui ont très peur de manquer et celles ayant moins peur de manquer est plus réduit pour les non retraités (22,0 % contre 15,1 %) que pour les retraités (20,3 % contre 10,6 %) signalant plutôt une intention d'épargner davantage pour les retraités ayant peur de manquer par rapport aux autres.

Au regard de l'évolution entre les deux mois du confinement, pour les 45 ans et + non retraités ayant très peur de manquer, l'intention d'épargner plus s'est également accrue avec le prolongement du confinement (+5 points), portée par les non retraités de 55 ans et plus (+17,8 points), alors que la tendance est inverse pour les 45-54 ans (-2,8 points). En d'autres termes, les personnes les plus prudentes de 55 ans et plus non retraitées ont eu tendance à plus épargner avec le confinement alors que ce n'est pas le cas des personnes les plus prudentes de 45-54 ans.

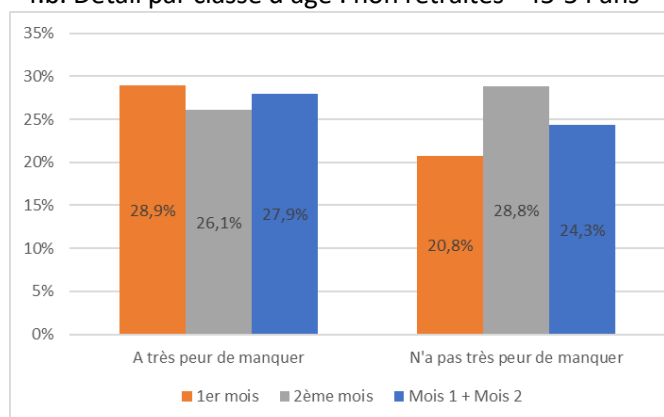
Pour les retraités ayant très peur de manquer, la hausse de l'intention d'épargner plus due au prolongement du confinement est très marquée chez les retraités de plus de 75 ans, mais quasiment inexistante chez les plus jeunes retraités.

Graphique 4. Part des personnes interrogées de 45 ans et plus indiquant avoir l'intention d'augmenter leur épargne en 2020 par rapport à 2019 par peur de manquer et par âge

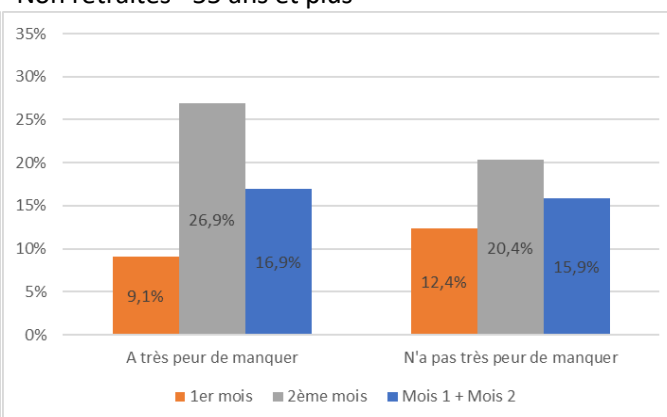
4.a. Retraités vs non retraités



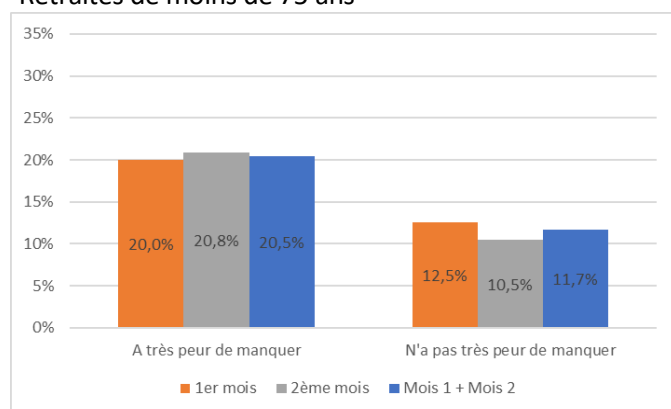
4.b. Détail par classe d'âge : non retraités - 45-54 ans



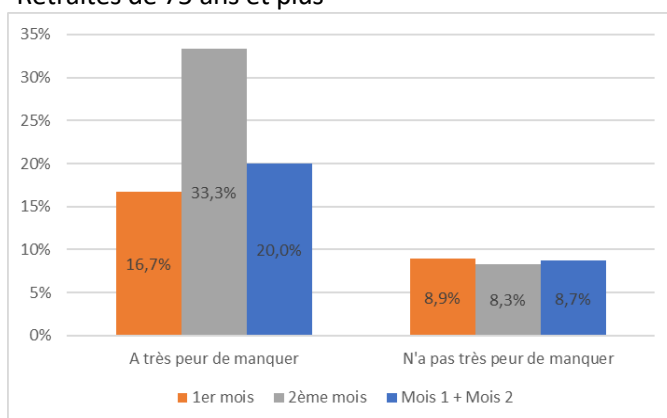
Non retraités - 55 ans et plus



Retraités de moins de 75 ans



Retraités de 75 ans et plus



Source : Pater 2020.

Périmètre : personnes de 45 ans et plus retraitées et non retraitées.

Lecture : 20,0 % des personnes non retraitées de 45 ans et plus interrogées au cours du premier mois de confinement ayant très peur de manquer déclarent avoir l'intention d'épargner plus en 2020 qu'en 2019 contre 25,0 % pour les personnes interrogées lors du second mois de confinement ayant très peur de manquer.

Intention d'épargner plus avec le confinement selon l'incertitude sur le revenu futur

Une question porte sur l'anticipation du revenu futur des personnes interrogées :

« D'ici 5 ans, pensez-vous que le revenu (salaire, retraite) de votre ménage aura augmenté de plus de 25 %, aura augmenté de 5 à 25 %, sera plutôt à son niveau actuel entre une diminution de 4 % et une augmentation de 4 %, aura diminué de 5 à 25 %, aura diminué de plus de 25 %. Pour chaque item, notez en clair de 0 à 100, la probabilité que cela se produise. La somme des réponses doit être égale à 100. »

A partir de cette question, pour chaque individu, nous pouvons calculer l'évolution moyenne qu'il anticipe de son revenu. L'écart-type autour de cette moyenne fournit une mesure de l'incertitude de chaque répondant sur son revenu futur. On a considéré que les personnes les plus incertaines quant à l'évolution de leur revenu (ou les plus exposés au risque d'aléas de revenu) sont celles dont l'écart-type appartient aux écart-types les plus élevés (ici nous avons retenus le seul des 20 % écarts type les plus élevés¹³). Ainsi, un individu sujet à une forte incertitude sur son revenu futur et qui a l'intention d'épargner davantage pourra être perçu comme un individu cherchant à se prémunir contre ses aléas de revenus. 16,7 % des non retraités présentent selon ce critère un niveau important d'incertitude sur leur revenu. Ils sont 12,8 % parmi les retraités. Les retraités semblent donc moins nombreux à se sentir exposés à de l'incertitude sur leur revenu que les personnes non retraitées.

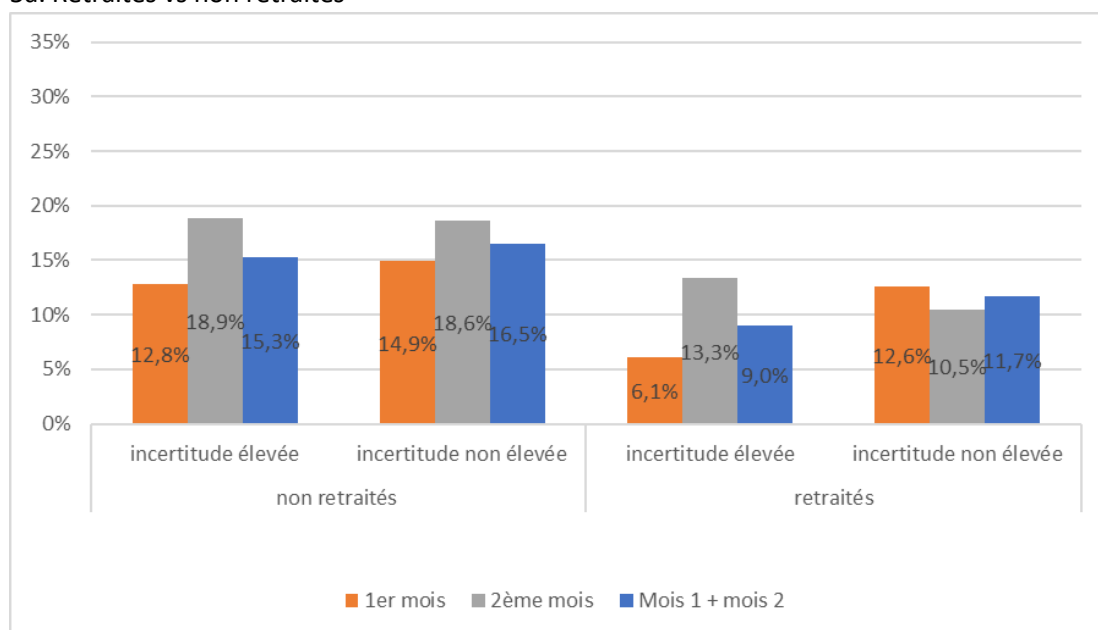
Sur l'ensemble de la période d'interrogation, l'incertitude sur le revenu futur ne semble pas conduire à épargner davantage. En effet, 15,3 % des non retraités avec un niveau élevé d'incertitude sur le revenu ont l'intention d'épargner davantage contre 16,5 % des non retraités avec une incertitude sur leur revenu futur plus réduite. De même pour les retraités pour lesquels l'écart est de 2,7 points (graphique 5.a.).

Le graphique 5.b. présente l'évolution de l'intention d'épargner plus entre les deux mois selon l'incertitude sur le revenu futur. Chez les 45-54 ans et les jeunes retraités le sentiment d'avoir un niveau d'incertitude élevé sur son revenu joue nettement à la hausse sur l'intention d'épargner avec l'allongement du confinement. Cet effet est particulièrement marqué pour les jeunes retraités (+14,8 points entre les deux mois de confinement chez les retraités avec une incertitude élevée, +8,6 points entre les deux mois pour les 45-54 ans avec une incertitude élevée). Pour les 55 ans et plus non retraités, l'intention d'épargner plus augmente nettement entre les 2 mois (+9,5 points), mais moins pour les personnes avec une forte incertitude sur leur revenu futur que pour les autres (+11,3 points d'intention d'épargne plus pour les personnes avec une plus faible incertitude contre +2,3 points pour les personnes avec une forte incertitude).

¹³ Les 20 % d'écart-types les plus élevés sont calculés sur l'ensemble de la population interrogée dans l'enquête, y compris les 18-44 ans, qui ne sont pas prises en comptes dans ce focus.

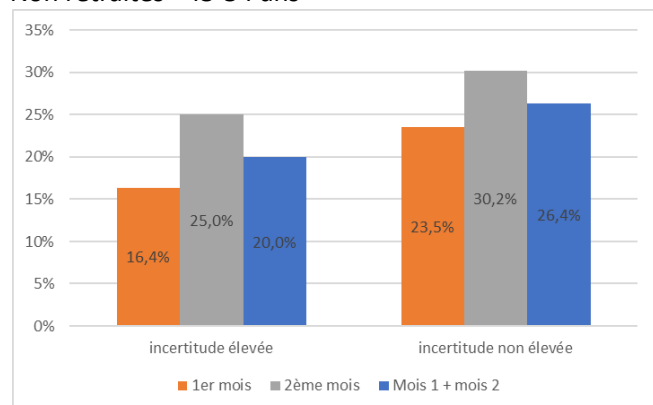
Graphique 5. Part des personnes interrogées de 45 ans et plus indiquant avoir l'intention d'augmenter leur épargne en 2020 par rapport à 2019 par niveau d'incertitude sur leur revenu et par âge

5a. Retraités vs non retraités

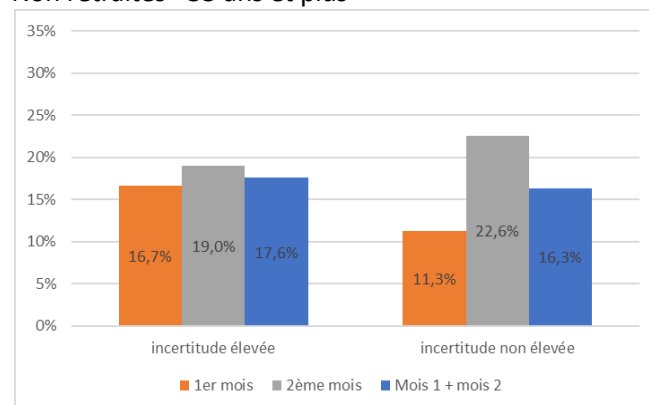


5.b. Détail par classe d'âge

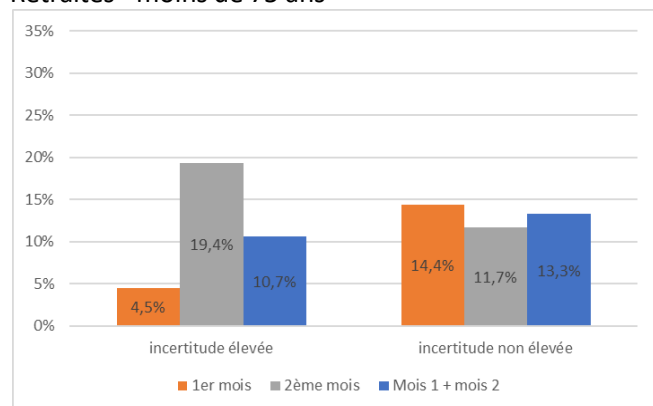
Non retraités - 45-54 ans



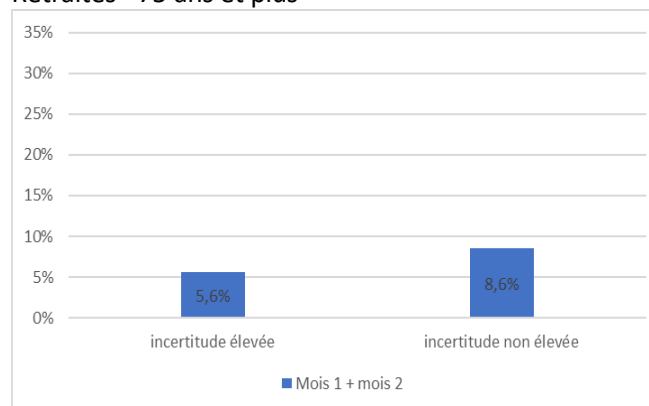
Non retraités - 55 ans et plus



Retraités - moins de 75 ans



Retraités - 75 ans et plus



Source : Pater 2020.

Périmètre : personnes de 45 ans et plus retraitées et non retraitées.

Lecture : 16,4 % des personnes non retraitées de 45 ans et plus interrogées au cours du premier mois de confinement ayant un niveau d'incertitude élevé sur leur revenu futur déclarent avoir l'intention d'épargner plus en 2020 qu'en 2019 contre 25,0 % pour les personnes non retraitées interrogées lors du second mois de confinement ayant un niveau élevé d'incertitude.

Conclusion

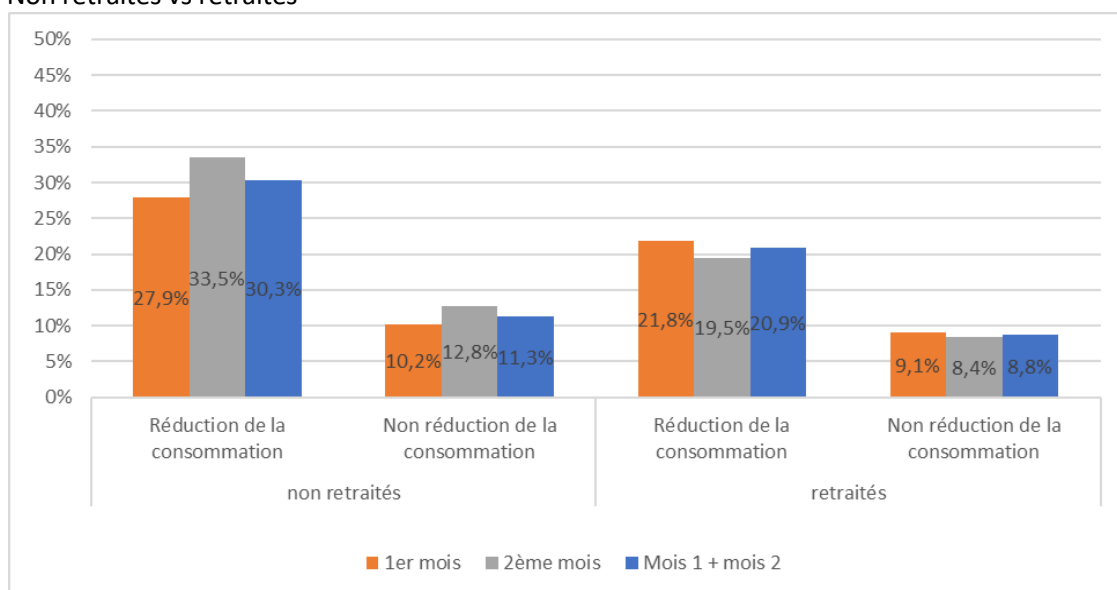
Le surplus d'épargne durant le premier confinement semble pouvoir être attribué pour partie à de la prudence (avoir peur très de manquer) pour les personnes de 55 ans et plus non retraitées, et à de l'incertitude sur les revenus futurs (forte exposition au risque) pour les individus de 45-54 ans et les retraités de moins de 75 ans. Pour les personnes plus âgées, de 75 ans et plus, on peut imaginer que le motif de transmission d'un patrimoine ait pu jouer en faveur d'un surplus d'épargne. Le surplus d'épargne durant le premier confinement est également la conséquence d'une réduction de la consommation. Toutefois, chercher à estimer la présence d'épargne contrainte pose un problème de causalité entre réduction de la consommation et hausse de l'épargne.

Pour aller plus loin, il est possible d'étudier les réponses à une question sur les intentions de consommer plus, moins ou à l'identique en 2020 qu'en 2019 (posée en symétrique de la question sur les intentions d'épargne). Ce n'est donc pas la relation directe entre intention de consommer moins et d'épargner plus qui nous intéresse, mais plutôt les évolutions entre les deux mois de confinement de l'intention de consommer moins (comme effet du confinement sur la réduction de consommation) sur la variation de la proportion de personnes souhaitant épargner plus entre ces deux mois.

Le graphique 6 représente l'évolution entre les deux mois de confinement de la part des individus ayant l'intention d'épargner plus parmi ceux qui ont l'intention de consommer moins et parmi ceux qui ont l'intention de consommer à l'identique ou plus. L'effet de l'intention de consommer moins entre les deux mois sur la proportion des personnes souhaitant épargner plus semble surtout important pour les 55 ans et plus non retraités (+ 18 points entre les 2 mois).

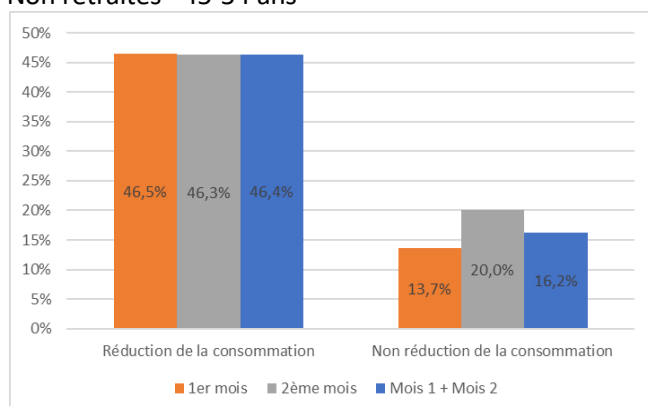
Sans un programme de travail plus approfondi, il semble néanmoins prudent de ne pas tirer de conclusion définitive quant à la part de la hausse de l'intention d'épargne imputable à la réduction des possibilités de consommation au cours du confinement.

Graphique 6. Part des personnes interrogées de 45 ans et plus indiquant avoir l'intention d'augmenter leur épargne en 2020 par rapport à 2019 par intention de consommation et par âge
6a. Non retraités vs retraités

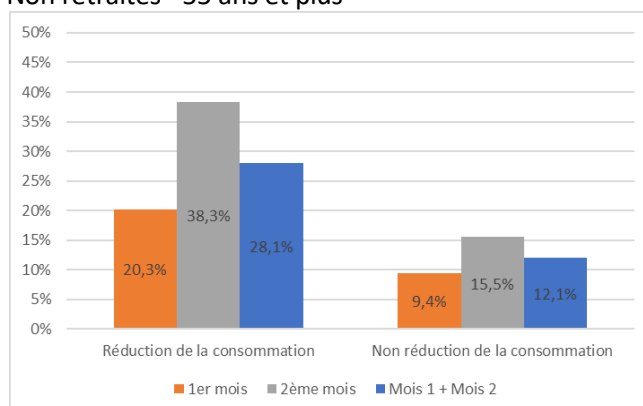


6.b. Détail par classe d'âge

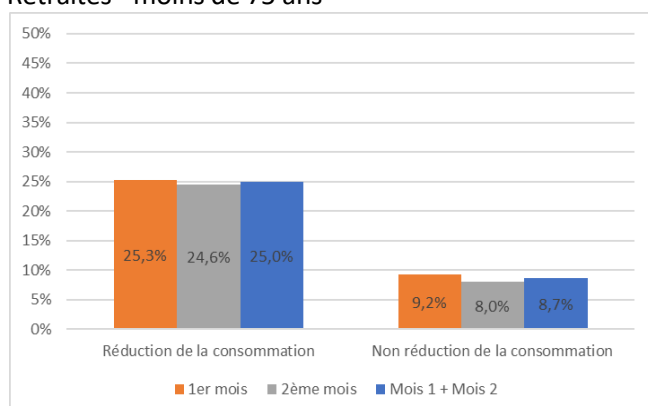
Non retraités - 45-54 ans



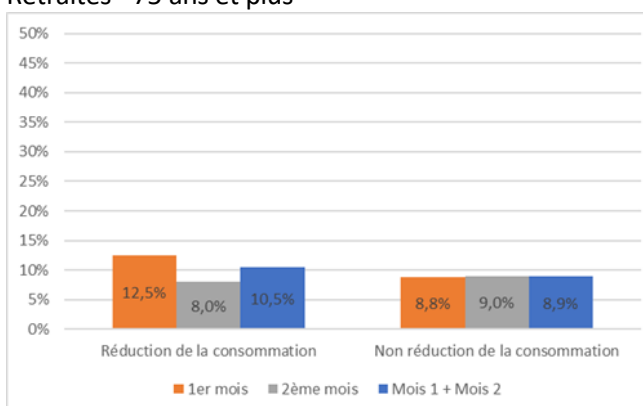
Non retraités - 55 ans et plus



Retraités - moins de 75 ans



Retraités - 75 ans et plus



Source : Pater 2020.

Périmètre : personnes de 45 ans et plus retraitées et non retraitées.

Lecture : 46,5 % des personnes non retraitées de 45 ans et plus interrogées au cours du premier mois de confinement ayant l'intention de réduire leur consommation en 2020 par rapport à 2019 déclarent avoir l'intention d'épargner plus en 2020 qu'en 2019 contre 46,3 % pour les personnes non retraitées interrogées lors du second mois de confinement ayant l'intention de consommer moins en 2020 qu'en 2019.

Encadré. L'enquête Pater 2020

L'enquête Pater vise à analyser les comportements d'épargne et d'accumulation patrimoniale des Français à l'aune de leurs préférences, notamment à l'égard du risque (aversion pour le risque) et du temps (impatience). Elle compte 6 vagues (2007, 2009, 2011, 2012, 2014 et 2020), pour partie en panel. La vague 2020 est le fruit d'une collaboration entre le responsable de l'enquête Pater, Luc Arrondel (PSE-CNRS) et les services d'études et statistiques de la Caisse des Dépôts (notamment la Direction des politiques sociales). Elle a été réalisée par voie postale par Kantar entre le 19 mars et le 8 juin 2020 auprès de 3 183 personnes de 18 ans et plus représentatives de la population française. Elle interroge sur les attentes et les préférences des Français en matière d'épargne et de patrimoine, mais également en matière de vieillissement et de retraite.

L'enquête Pater 2020 comporte près de 300 questions. Elle contient des informations détaillées sur la situation professionnelle et le déroulement de la carrière, la situation familiale et les transferts intergénérationnels, la santé, la consommation et les préférences individuelles. Deux grandes parties thématiques constituent le cœur de l'enquête : la première portant sur les comportements d'épargne et les choix patrimoniaux ; la seconde concerne la retraite et le vieillissement.

Une spécificité non prévisible de cette dernière vague est que les répondants ont complété leur questionnaire durant le confinement imposé aux Français du fait de la crise sanitaire induite par la Covid 19 (seulement 2% ont répondu après le 11 mai 2020).